



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Conseil d'Etat CE
Staatsrat SR

Route des Arsenaux 41, 1700 Fribourg

T +41 26 305 10 40
www.fr.ch/ce

Conseil d'Etat
Route des Arsenaux 41, 1700 Fribourg

PAR COURRIEL ET PLATEFORME
« CONSULTATIONS »

Commission de l'environnement, de
l'aménagement du territoire et de l'énergie du
Conseil national (CEATE-N)
3003 Berne

Courriel : ynl-klima@bafu.admin.ch

Fribourg, le 9 février 2026

2026-80

Loi fédérale relative à l'ajustement carbone aux frontières lors de l'importation de marchandises à base de ciment (LACFC) – Mise en œuvre de l'initiative parlementaire 21.432 – Procédure de consultation

Madame, Monsieur,

La procédure de consultation citée en titre a retenu toute notre attention.

Par la présente, nous vous informons que le Conseil d'Etat a déposé sa réponse via la plateforme "Consultations". La réponse est jointe en annexe.

Le Conseil d'Etat se rallie de manière générale à la position de la Conférence des services de l'environnement de Suisse (CCE) également jointe en annexe.

La suppression progressive de l'attribution gratuite de quotas d'émission dans le système suisse d'échange de quotas d'émission (SEQE) augmente en effet le risque que la production de ciment soit délocalisée vers des pays où les exigences climatiques sont moins strictes. La compensation aux frontières compense la différence entre les coûts du CO₂ en Suisse et ceux (plus bas ou inexistants) dans les pays tiers pour les produits cimentiers. Le système choisi ici nous semble donc judicieux pour réduire le risque de fuite de carbone dans ce secteur industriel.

Nous vous prions de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

Au nom du Conseil d'Etat :

Philippe Demierre, Président



Danielle Gagnaux-Morel, Chancelière d'Etat

Annexes

—

Document PDF extrait de la plateforme « Consultations »

Prise de position de la Conférence des services de l'environnement de Suisse (CCE)

Copie

—

à la Direction du développement territorial, des infrastructures, de la mobilité et de l'environnement, pour elle et le Service de l'environnement ;

à la Direction de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle ;

à la Chancellerie d'Etat.

Loi fédérale relative à l’ajustement carbone aux frontières lors de l’importation de marchandises à base de ciment (LACFC) – Mise en œuvre de l’initiative parlementaire 21.432

Ouverture de la consultation	06.11.2025
Délai de consultation	20.02.2026
Département compétent	Services du Parlement (SP)
Service fédéral compétent	Services du Parlement (SP) / Secteur principal II / Commissions de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie (CEATE)
Organisation compétente	Section Politique climatique
Adresse	Parlamentsgebäude -, 3003, Bern
Personne de contact	Roger Ramer (Roger.Ramer@bafu.admin.ch), Franziska Hupfer (Franziska.Hupfer@parl.admin.ch)
Téléphone	+41 58 462 98 16

Remarques/Informations importantes

1. Veuillez saisir vos commentaires directement dans ce formulaire de réponse et ne pas utiliser de document séparé.
2. **Les «champs standard» sur fond bleu** ne seront pas repris lors du téléchargement sur «Consultations». Nous vous prions de bien vouloir modifier les informations de contact directement dans «Consultations».
3. Veuillez sélectionner un «critère d'acceptation» pour chaque commentaire.
4. La saisie d'un commentaire est facultative, mais si vous saisissez un commentaire, vous devez avoir sélectionné un critère d'acceptation, sinon votre saisie ne sera pas prise en compte.
5. Veuillez ne pas modifier la mise en forme des champs. Vous pouvez ajouter des notes et des commentaires sous les champs avant le saut de page, ceux-ci ne seront pas pris en compte lors du téléchargement.
6. Sous Aide & Contact, vous trouverez un bref mode d'emploi pour l'utilisation du «modèle Word» : [Aide & Contact Télécharger Word](#)
7. Le service spécialisé «Consultations» se tient à votre disposition pour toute question : consultations@gs-edi.admin.ch

Informations de contact des personnes donnant un avis

Organisation / entreprise	Kanton Freiburg
Abréviation	
Service compétent	Service de l'environnement
Adresse	Impasse de la colline 4, 1762 Givisiez
Prénom	Christophe
Nom	Joerin
Numéro de téléphone (en cas de questions)	026 305 37 50
Envoyé le	

Réponse au: Loi fédérale relative à l'ajustement carbone aux frontières lors de l'importation de marchandises à base de ciment (LACFC) – Mise en œuvre de l'initiative parlementaire 21.432

Avis général

Réponse sur le projet global	OUI
Explication / Remarque	Le Conseil d'Etat salue le projet de loi fédérale relative à l'ajustement carbone aux frontières lors de l'importation de marchandises à base de ciment. La suppression progressive de l'attribution gratuite de quotas d'émission dans le système suisse d'échange de quotas d'émission (SEQUE) augmente le risque que la production de ciment soit délocalisée vers des pays où les exigences climatiques sont moins strictes. La compensation aux frontières compense la différence entre les coûts du CO₂ en Suisse et ceux (plus bas ou inexistants) dans les pays tiers pour les produits cimentiers. Le système choisi ici nous semble judicieux pour réduire le risque de fuite de carbone dans ce secteur industriel. Le Conseil d'Etat soutient dans sa totalité la prise de position de la Conférence des services de l'environnement de Suisse (CCE)

Avis détaillé

Titre / Question	But et orientation de l'avant-projet
Détail de l'article / autres informations	Soutenez-vous globalement le but et l'orientation de l'avant-projet mis en consultation, qui vise à introduire une taxe d'ajustement carbone aux frontières sur les produits du ciment afin d'éviter l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre qui découlerait d'une délocalisation de la production de ciment à l'étranger ? Ce point est réglé notamment à l'art. 1.
Acceptation (choisir dropdown)	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Champ d'application : marchandises
Détail de l'article / autres informations	Soutenez-vous le champ d'application prévu dans le titre de la loi, l'art. 2, al. 1, et l'annexe 1, de l'avant-projet mis en consultation, notamment l'accent mis sur les produits du ciment ?
Acceptation (choisir dropdown)	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Champ d'application : exceptions et règles d'origine
Détail de l'article / autres informations	Soutenez-vous le champ d'application prévu à l'art. 2, al. 2 à 4, de l'avant-projet mis en consultation, notamment les exceptions pour les États de l'UE et de l'AELE dans le cadre de l'accord sur le couplage des systèmes d'échange de quotas d'émission et la prise en considération de règles d'origine qui s'alignent sur celles de l'UE ?
Acceptation (choisir dropdown)	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Principes
Détail de l'article / autres informations	Soutenez-vous les principes de la taxe d'ajustement carbone aux frontières prévus aux art. 3 et 4 de l'avant-projet mis en consultation, notamment la naissance de l'ajustement obligatoire au moment où la déclaration des marchandises importées en libre pratique devient contraignante, les éventuelles dérogations pour les petites quantités de marchandises et le fait que les personnes assujetties à l'ajustement obligatoire sont les responsables des marchandises ?
Acceptation (choisir dropdown)	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Base de calcul et montant de la taxe d'ajustement aux frontières
Détail de l'article / autres informations	Soutenez-vous la base de calcul et le montant de la taxe d'ajustement aux frontières prévus à l'art. 5 et à l'annexe 2 de l'avant-projet mis en consultation, notamment les facteurs de calcul et la déduction des montants déjà acquittés en vertu de prescriptions étatiques ? Les facteurs de calcul comprennent le poids brut de la marchandise importée, les émissions directes et indirectes occasionnées lors de la production de la marchandise et de ses principaux précurseurs, le nombre de droits d'émission hypothétiquement attribués à titre gratuit dans le système d'échange de quotas d'émission de la Suisse et le prix moyen des droits d'émission sur le marché primaire de l'UE.
Acceptation (choisir dropdown)	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Exécution reposant sur une autodéclaration
Détail de l'article / autres informations	Soutenez-vous la réglementation prévue à l'art. 6, al. 1, de l'avant-projet mis en consultation, notamment l'autodéclaration annuelle par les personnes assujetties à l'ajustement obligatoire ?
Acceptation (choisir dropdown)	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Utilisation de données d'émissions effectives
Détail de l'article / autres informations	Soutenez-vous les réglementations prévues à l'art. 6, al. 2 à 4, de l'avant-projet mis en consultation, notamment les dispositions relatives à l'utilisation de données d'émission effectives et, en cas d'indisponibilité de telles données, au recours à des valeurs standards que le Conseil fédéral fixe en tenant compte de l'UE ?
Acceptation (choisir dropdown)	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Vérification de l'autodéclaration sur demande
Détail de l'article / autres informations	Soutenez-vous les réglementations prévues à l'art. 6, al. 5 et 6, de l'avant-projet mis en consultation, notamment la disposition selon laquelle l'OFEV peut, au besoin, exiger que les informations déclarées soient vérifiées par des organes appropriés désignés par ses soins ?
Acceptation (choisir dropdown)	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Affectation des recettes
Détail de l'article / autres informations	Êtes-vous favorable à ce que les recettes de la taxe d'ajustement carbone aux frontières soient affectées au budget général de la Confédération (cf. ch. 3.4 du rapport de la CEATE-N) ?
Acceptation (choisir dropdown)	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Autres avis détaillés
Détail de l'article / autres informations	Souhaitez-vous faire part d'autres avis détaillés sur l'avant-projet mis en consultation, notamment sur les autres dispositions relatives à l'exécution de la taxe d'ajustement aux frontières (section 2, art. 7 à 11), sur le traitement des données (section 3), sur les dispositions pénales et la poursuite pénale (section 4) et sur les dispositions finales (section 5) ?
Acceptation (choisir dropdown)	
Explication / Remarque	

Bundesgesetz über den CO₂-Grenzausgleich bei der Einfuhr von Zementwaren (CO₂-GAZG) – Umsetzung der parlamentarischen Initiative 21.432

Eröffnung	06.11.2025
Eingabefrist	20.02.2026
Zuständiges Departement	Parlamentsdienste (PD)
Zuständige Bundesstelle	Parlamentsdienste (PD) / Hauptbereich II / Kommissionen für Umwelt, Raumplanung und Energie (UREK)
Zuständige Organisation	Sektion Klimapolitik
Adresse	Parlamentsgebäude -, 3003, Bern
Kontaktperson	Roger Ramer (Roger.Ramer@bafu.admin.ch), Franziska Hupfer (Franziska.Hupfer@parl.admin.ch)
Telefon	+41 58 462 98 16

Diese Version wurde am 10.12.2025 durch den Vorstand der KVU verabschiedet.

Wichtige Hinweise/Informationen

1. Tragen Sie Ihre Rückmeldungen bitte direkt in dieses Antwortformular ein und verwenden Sie kein separates Dokument.
2. **Die blau hinterlegten «Standard-Felder»** werden beim Upload auf «Consultations» nicht übernommen. Wir bitten Sie, die Kontaktinformationen direkt in «Consultations» zu bearbeiten.
3. Bitte wählen sie bei einer Rückmeldung jeweils ein «Akzeptanzkriterium»
4. Das Eingeben einer Rückmeldung ist freiwillig, wenn Sie jedoch bei der Rückmeldung etwas eingeben, müssen Sie ein Akzeptanzkriterium gewählt haben sonst wird die Eingabe nicht berücksichtigt.
5. Bitte nehmen Sie keine Formatierungsänderungen innerhalb der Felder vor. Unterhalb der Felder vor dem Seitenumbruch können Sie Notizen und Kommentare hinterlegen, diese werden beim Hochladen nicht berücksichtigt.
6. Unter Hilfe & Kontakt finden Sie eine kurze Anleitung zur Nutzung der «Word-Vorlage»: [Hilfe & Kontakt - Upload-Word](#)
7. Bei Fragen steht Ihnen der Fachdienst «Consultations» gerne zur Verfügung: consultations@gs-edi.admin.ch

Kontakt "Stellungsnehmende" Information

Organisation / Firma	Konferenz der Umweltämter der Schweiz
Abkürzung	
Zuständige Stelle	
Adresse	
Vorname	
Name	
Telefonnummer (Rückfragen)	
Eingereicht am	

Rückmeldung zum: Bundesgesetz über den CO₂-Grenzausgleich bei der Einfuhr von Zementwaren (CO₂-GAZG) – Umsetzung der parlamentarischen Initiative 21.432

Generelle Stellungnahme

Rückmeldung zur Gesamtvorlage	JA
Begründung / Bemerkung	Die Konferenz der Umweltämter KVU begrüsst das Bundesgesetz über den CO₂-Grenzausgleich bei der Einfuhr von Zementwaren (CO₂-GAZG). Die schrittweise Abschaffung der kostenlosen Zuteilung von Emissionsrechten im Schweizer Emissionshandelssystem (EHS) erhöht das Risiko, dass die Zementproduktion in Länder mit weniger strengen Klimavorgaben verlagert wird. Der Grenzausgleich gleicht die Differenz zwischen den Schweizer und den (tieferen oder fehlenden) CO₂-Kosten in Drittländern für Zementwaren aus. Das hier gewählte System erscheint uns sinnvoll, um das Risiko von Carbon Leakage in diesem Industriezweig zu reduzieren.

Detaillierte Stellungnahme

Titel / Frage	Zielsetzung und Stossrichtung der Vorlage
Artikel Detail / andere Informationen	Unterstützen Sie grundsätzlich die Zielsetzung und die Stossrichtung der Vernehmlassungsvorlage, wonach mit einer Grenzausgleichsabgabe auf CO ₂ bei Zementwaren verhindert werden soll, dass Treibhausgasemissionen infolge einer Verlagerung der Zementproduktion ins Ausland zunehmen? Unter anderem geregelt unter Artikel 1.
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	JA
Begründung / Bemerkung	

Titel / Frage	Geltungsbereich: Waren
Artikel Detail / andere Informationen	Unterstützen Sie den in der Vernehmlassungsvorlage vorgesehenen Geltungsbereich nach dem Titel, nach Artikel 2 Absatz 1 und nach Anhang 1, namentlich den Fokus auf Zementwaren?
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	JA
Begründung / Bemerkung	Im Gegensatz zu der EU, welche insgesamt sechs Sektoren dem CBAM unterstellt, gilt der Schweizer CBAM nur für Zementwaren. Dies erscheint uns zum jetzigen Zeitpunkt angemessen. Sollte sich jedoch zukünftig zeigen, dass auch andere Industriezweige ein hohes Risiko von Carbon Leakage aufweisen, müsste unseres Erachtens auch dort die Einführung eines CBAM geprüft werden.

Titel / Frage	Geltungsbereich: Ausnahmen und Ursprungsregeln
Artikel Detail / andere Informationen	Unterstützen Sie den in der Vernehmlassungsvorlage vorgesehenen Geltungsbereich nach Artikel 2 Absatz 2 bis 4, namentlich die Ausnahmen für EU- und EFTA-Staaten im Rahmen des Abkommens zur Verknüpfung der Emissionshandelssysteme sowie die Berücksichtigung von Ursprungsregeln, welche sich an diejenigen der EU anlehnen?
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	JA
Begründung / Bemerkung	

Titel / Frage	Grundsätze
Artikel Detail / andere Informationen	Unterstützen Sie die in der Vernehmlassungsvorlage vorgesehenen Grundsätze der Grenzausgleichsabgabe nach den Artikeln 3 und 4, namentlich die Entstehung der Ausgleichspflicht im Zeitpunkt der verbindlichen Warenanmeldung zur Einfuhr in den freien Verkehr, die allfälligen Ausnahmen für geringe Warenmengen und die Bestimmung der Warenverantwortlichen als ausgleichspflichtige Person?
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	JA
Begründung / Bemerkung	

Titel / Frage	Bemessungsgrundlage und Höhe der Grenzausgleichsabgabe
Artikel Detail / andere Informationen	Unterstützen Sie die in der Vernehmlassungsvorlage vorgesehene Bemessungsgrundlage und Höhe der Grenzausgleichsabgabe nach Artikel 5 und Anhang 2, namentlich die Berechnungsfaktoren und die Anrechnung bereits geleisteter Beträge im Rahmen staatlicher Vorschriften? Die Berechnungsfaktoren umfassen das Bruttogewicht der importierten Ware, die direkten und indirekten Emissionen bei Produktion der Zementwaren und ihrer Vorläuferstoffe, die Anzahl an hypothetisch kostenlos zugeteilter Emissionsrechte im Schweizer Emissionshandelssystem und den durchschnittlichen Primärmarktpreis für Emissionsrechte in der EU.
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	JA
Begründung / Bemerkung	

Titel / Frage	Vollzug via Selbstdeklaration
Artikel Detail / andere Informationen	Unterstützen Sie die in der Vernehmlassungsvorlage vorgesehene Regelung nach Artikel 6 Absatz 1, namentlich die jährliche Selbstdeklaration durch die ausgleichspflichtigen Personen?
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	JA mit Vorbehalten
Begründung / Bemerkung	Die Wirksamkeit dieses Instruments steht und fällt mit der Selbstdeklaration. Dies reduziert den Aufwand für alle Beteiligten, was wir begrüßen. Sollte sich jedoch herausstellen, dass das Instrument aufgrund mangelnder Einhaltung der Meldepflicht an Wirksamkeit verliert, würden wir anregen, zu prüfen, wie dies verbessert werden kann.

Titel / Frage	Verwendung effektiver Emissionsdaten
Artikel Detail / andere Informationen	Unterstützen Sie die in der Vernehmlassungsvorlage vorgesehenen Regelungen nach Artikel 6 Absatz 2 bis 4, namentlich die Regelungen zur Verwendung effektiver Emissionsdaten und, bei Nichtverfügbarkeit, zum Rückgriff auf vom Bundesrat unter Berücksichtigung der EU festgelegte Standardwerte?
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	JA
Begründung / Bemerkung	

Titel / Frage	Verifikation der Selbstdeklaration auf Verlangen
Artikel Detail / andere Informationen	Unterstützen Sie die in der Vernehmlassungsvorlage vorgesehenen Regelungen nach Artikel 6 Absatz 5 und 6, namentlich die Bestimmung, wonach das BAFU bei Bedarf eine Verifikation der eingereichten Angaben durch geeignete, von ihm bezeichnete Stellen verlangen kann?
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	JA
Begründung / Bemerkung	

Titel / Frage	Einnahmenverwendung
Artikel Detail / andere Informationen	Unterstützen Sie, dass die Einnahmen aus der Grenzausgleichsabgabe in den allgemeinen Bundeshaushalt fliessen (siehe dazu Kapitel 3.4 im Bericht der UREK-N)?
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	JA mit Vorbehalten
Begründung / Bemerkung	Da die Einnahmen gemäss erläuterndem Bericht primär der Deckung der Vollzugskosten dienen, ist von einem geringen Gewinn auszugehen. Uns erscheint es deshalb im Sinne der Effizienz vertretbar, dass diese Mittel in den allgemeinen Bundeshaushalt fliessen. Wir regen jedoch an, dass die Mittel zweckgebunden verwendet werden, beispielsweise in einem Fördergefäss von Art. 6 KIG. Somit bestünde ein Zusammenhang zwischen der Erhebung und der Verwendung der Mittel und die entsprechenden Industriezweige könnten davon profitieren. Diese Anmerkung gilt insbesondere, falls der CBAM auf weitere Industriezweige ausgeweitet würde oder sich zeigen würde, dass die Einnahmen höher ausfallen als erwartet.

Titel / Frage	Weitere detaillierte Rückmeldungen
Artikel Detail / andere Informationen	Haben Sie weitere detaillierte Rückmeldungen zur Vernehmlassungsvorlage, namentlich zum weiteren Vollzug der Grenzausgleichsabgabe (Abschnitt 2 Artikel 7 bis 11), zur Datenbearbeitung (Abschnitt 3), zu den Strafbestimmungen und Strafverfolgung (Abschnitt 4) sowie zu den Schlussbestimmungen (Abschnitt 5)?
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	NEIN
Begründung / Bemerkung	